



Des donateurs réunis lors de la « Conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad », organisée à Berlin les 03et 04 septembre 2018 ont pris cet engagement.

Sous la férule de l'Onu, 17 États membres de la Commission de l'Union européenne, les fonds de financement commun (Fonds central pour les interventions d'urgence et Fonds pour la consolidation de la paix), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, en tout 70 pays, organisations internationales et acteurs de la société civile se sont réunis les 03 et 04 septembre derniers à Berlin en Allemagne. Ils ont discuté des solutions visant à ramener la paix dans les pays affectés par les exactions de Boko Haram et la crise humanitaire qui en résulte.

L'information claire et nette. A l'issue de leurs échanges, les participants ont annoncé qu'ils s'engageaient à apporter un financement conjoint de 2,17 milliards de dollars pour appuyer une réponse globale à la crise dans la région du lac Tchad.

« Les participants ont débattu des questions concernant l'aide humanitaire, la prévention des crises et la stabilisation, ainsi que l'effort de développement afin de définir la voie à suivre pour l'élaboration d'une réponse globale et inclusive », a communiqué le Pnud. A cette promesse de dons de près de 1100 milliards de Fcfa, il faut ajouter celle faite par « les institutions financières multilatérales (Banque africaine de développement, Banque islamique de développement et Banque mondiale) ont fait savoir qu'elles allaient accorder des prêts

concessionnels à hauteur de 467 millions de dollars (234 milliards de FCFA environ) », ajoute le programme des nations unies pour le développement (Pnud).

Tout cet argent est destiné à financer « une approche pluriannuelle cohérente pour intégrer tous les instruments disponibles afin de faire face à la crise de protection et de s'atteler aux causes profondes du conflit.

Une telle démarche est indispensable pour ouvrir la voie à un développement durable et résilient de la région, et contribuer ainsi à préparer un avenir meilleur pour les populations touchées », précise l'organisme onusien. Il souligne que « Plus de 17 millions de personnes vivant dans le Nord-Est du Nigéria et dans certaines régions du Cameroun, du Tchad et du Niger sont actuellement confrontées à une crise complexe, provoquée par l'extrême pauvreté, le changement climatique et les conflits violents.

En conséquence, la région déplore plus de 2,4 millions de déplacés et quelque 10 millions d'individus qui dépendent de la protection et de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

Les participants ont convenu de la nécessité d'adopter une approche pluriannuelle cohérente pour intégrer tous les instruments disponibles afin de faire face à la crise de protection et de s'atteler aux causes profondes du conflit. Une telle démarche est indispensable pour ouvrir la voie à un développement durable et résilient de la région, et contribuer ainsi à préparer un avenir meilleur pour les populations touchées. »

Reste aux pays concernés par cette tragédie de s'organiser. Une amorce est visible. « Le processus politique initié en marge de la Conférence de l'année dernière à Oslo (en février 2017 336 milliards de FCFA avaient été mobilisés par des donateurs sur la question Ndlr) a mis l'accent sur l'appropriation régionale et la coopération transfrontalière à tous les niveaux. Il a aussi abouti à la création du Groupe consultatif pour la prévention et la stabilisation du bassin du lac Tchad, qui s'est réuni pour la première fois en septembre 2017 à Berlin et a institué un cadre transfrontalier régional pour la coopération au niveau des Gouverneurs.

C'est au cours d'une session ultérieure organisée à Maiduguri, au Nigéria, en mai 2018, que les Gouverneurs ont créé un forum permanent et officialisé leur engagement en faveur d'une stratégie de stabilisation régionale. Celle-ci a été adoptée le 30 août 2018 à Abuja par l'Union africaine et la Commission du bassin du lac Tchad », se satisfait le Pnud. L'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, Achim Steiner, a déclaré : « Les 2,17 milliards de dollars de subventions et les 467 millions de dollars en prêts concessionnels promis pour la région du lac Tchad constituent une solide approbation de notre nouvelle façon de travailler ensemble pour répondre aux besoins humanitaires et s'attaquer aux causes profondes de la crise sur le long terme. De cette manière, notre réponse à la crise devient aussi une opportunité d'investir en faveur d'un avenir où les crises seront moins probables et les pays plus résilients ».